

BRÈVES ÉCONOMIQUES Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 21 novembre 2025

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

14,7 %

Hausse en glissement annuel du salaire net
moyen en Bosnie Herzégovine en septembre, à
811 EUR mensuel.

Région

Prévisions économiques d'automne 2025 de la Commission européenne

Dans son rapport sur les [perspectives économiques](#) d'automne, la Commission européenne anticipe une croissance modérée des économies des Balkans occidentaux au cours de la période 2025-2027, avec toutefois des performances contrastées. La région demeure affectée par une demande extérieure affaiblie, des tensions inflationnistes persistantes et un marché du travail sous pression, autant de facteurs qui limitent son potentiel de rattrapage économique. Le rapport rend compte des perspectives économiques des pays de l'UE et de ceux ayant formellement obtenu le statut de candidat, ce qui exclue le Kosovo qui a fait acte de candidature sans se voir pour le moment attribuer le statut.

En Albanie, la croissance économique devrait se stabiliser à 3,6 % en 2025, puis 3,5 % en 2026 et 2027. L'inflation restera en dessous de 3 % en 2025 avant d'augmenter légèrement, tandis que les finances publiques demeureront relativement solides : le déficit est attendu à 2,2 % du PIB en

2025, puis proche de 2 % en 2026 et à 1,7 % en 2027, avec un ratio de dette publique sur PIB qui continuerait de baisser (55 % en 2024).

La Bosnie-Herzégovine fait face à une dynamique économique nettement plus faible. Sa croissance devrait ralentir à 1,8 % en 2025, avant un léger rebond à 2,2 % en 2026 puis à 2,5 % en 2027. Les pressions inflationnistes y restent fortes (3,5 % entre janvier et septembre 2025), essentiellement alimentées par la hausse des prix sur les denrées alimentaires et les services de santé ainsi que par l'augmentation des salaires. Le déficit public atteindrait 2,5 % du PIB en 2025 et continuerait de se creuser en 2026. Le chômage reste l'un des plus élevés de la région à 12,9 % en 2025.

Au Monténégro, la croissance devrait se maintenir autour de 3 % sur la période 2025-2027, portée par la demande interne et les investissements publics. L'inflation accélère en 2025 pour atteindre 4,9 % en septembre 2025, sous-tendue par des prix élevés pour les services de santé, le logement, la restauration et les boissons alcoolisées. Le déficit public devrait rester supérieur à 3 % du PIB, tandis que la dette dépasserait 60 % du PIB, notamment en raison d'une émission obligataire de 850 M EUR en mars 2025.

En Macédoine du Nord, la croissance devrait évoluer autour de 3,3 % sur les deux prochaines années, avec une inflation relativement maîtrisée (projetée à 3,2 % en 2026, contre 3,9 % en 2025) et une consolidation budgétaire progressive attendue d'ici 2027, pour respecter la nouvelle règle de déficit public autorisé de 3 % du PIB. Bien que la collecte des recettes publiques ait été efficace durant les neuf premiers mois de l'année, le déficit s'élèverait à 4,3 % du PIB en 2025, les dépenses courantes ayant été plus élevées que prévu. Le chômage au sein de la population en âge de travailler reste élevé (11,7 % en 2025) malgré une croissance de l'emploi soutenue au premier semestre 2024 et une baisse du chômage, en particulier parmi les femmes.

La Serbie, de son côté, devrait connaître un ralentissement marqué : sa croissance est estimée à 2,2 % en 2025, contre 3,9 % en 2024, en raison de tensions politiques internes, d'une baisse des investissements directs étrangers et d'un affaiblissement de la confiance des acteurs économiques. Une reprise graduelle est toutefois attendue, avec une croissance de 3,3 % en 2026 et 4,2 % en 2027, soutenue par l'activité générée par l'Expo 2027. L'inflation devrait atteindre 4 % en 2025 puis 4,1 % en 2026, avant de s'atténuer légèrement en 2027. Le salaire mensuel moyen a continué d'augmenter fortement, d'environ 11 % en glissement annuel au premier semestre 2025, un rythme largement supérieur à l'inflation. Le déficit s'établirait autour de 3 % du PIB en 2025 et la dette reculerait à 46,5 % du PIB en 2027 (47,5 % en 2024). Les sanctions imposées à NIS pourraient engendrer des dépenses publiques imprévues.

Dans l'ensemble, les Balkans occidentaux se situent sur une trajectoire de croissance positive mais insuffisante pour accélérer leur convergence vers les pays de l'Union européenne. La région reste fragile face aux chocs externes. Le rapport met en lumière la nécessité d'approfondir les réformes structurelles, de renforcer la stabilité budgétaire et d'améliorer le climat des affaires pour consolider la résilience et favoriser une croissance durable de la région.

	Albanie		Bosnie-Herzégovine		Monténégro		Macédoine du Nord		Serbie	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Croissance (%)	3,6	3,5	1,8	2,2	3	3,1	3,2	3,3	2,2	3,3
Inflation (%)	2,4	3	4	3,3	3,8	3,2	3,9	3,2	4	4,1
Déficit public (% PIB)	2,2	1,9	2,5	3	3,5	3,3	4,3	3,8	3	3
Chômage (%)	8,5	8,4	12,9	12,5	10,8	10,6	11,7	11,3	8,9	8,7

Albanie

Ouverture du dernier bloc de négociation lors de la 7ème Conférence d’adhésion

Sous la présidence danoise du Conseil, qui fait de l’élargissement de l’UE une priorité géopolitique, [la 7ème Conférence d’adhésion avec l’Albanie](#) a entériné l’ouverture du dernier bloc de chapitres de négociation : le bloc 5 « Ressources, agriculture et cohésion ». Cette avancée s’inscrit dans la dynamique d’accélération des négociations en Albanie : l’ouverture de ce dernier cluster, dont le screening avait débuté en 2022, fait suite à l’ouverture des blocs 1 sur les « Fondamentaux » et 6 sur les « Relations extérieures » en 2024, ainsi que des 2 sur le « Marché intérieur », 3 sur la « Croissance de la compétitivité et de l’inclusion », et 4 sur « Agenda vert et connectivité durable » en 2025.

Sommet intergouvernemental Albanie-Italie à Rome

Lors du [premier sommet intergouvernemental Albanie-Italie](#) qui s’est tenu à Rome, le Premier ministre albanais Edi Rama et la Première ministre italienne Giorgia Meloni ont affirmé leur volonté de transformer leur relation historique en un partenariat stratégique : plus de 20 ministres des deux côtés ont signé une série d’accords couvrant les secteurs de l’énergie, des transports (notamment à propos du « Corridor 8 » reliant l’Italie, l’Albanie et la Macédoine du Nord), de la défense, de la cybersécurité et de la gestion migratoire. L’Italie, premier partenaire commercial de l’Albanie, s’engage à amplifier ses investissements via des structures comme la Cassa Depositi e Prestiti et la Simest, tandis que l’Albanie s’engage à accélérer son alignement avec l’acquis européen, avec la perspective — évoquée lors du sommet — de négocier le traité d’adhésion idéalement sous la présidence italienne du Conseil en 2028.

Bosnie-Herzégovine

Hausse des salaires au T3 2025

En Bosnie-Herzégovine, [les salaires moyens](#) ont continué de croître au T3 2025. Ainsi, en septembre le revenu brut mensuel moyen s'est établi à 2 465 BAM (1 260 EUR), soit une hausse de 15 % en g.a. et le net à 1 589 BAM (811 EUR), en hausse de 14,7 % en g.a.

Baisse des IDE de 12,5 % en g.a. au S1 2025

D'après [les données de la Banque centrale](#), les flux d'IDE entrant en Bosnie-Herzégovine ont atteint 780 M BAM (397 M EUR) au premier semestre de 2025, en baisse de 12,5 % en g.a. La baisse des IDE s'inscrit dans un contexte local incertain marqué par la crise politique entre la Republika Srpska et le reste du pays (en voie de résolution désormais), et la montée des risques internationaux.

Kosovo

Annulation de plusieurs dispositions des lignes directrices sur la libéralisation du marché de l'électricité

Dans un litige initié par la Chambre de Commerce du Kosovo (OEK) à l'encontre de l'Office de Régulation de l'Énergie (ERO), la [Cour suprême du Kosovo](#) a déclaré illégaux et abrogé deux articles des lignes directrices relatives à la libéralisation du marché de l'électricité. Si la décision renforce, à court terme, la protection des entreprises confrontées à des augmentations tarifaires abruptes liées à une transition accélérée vers le marché libéralisé, elle fragilise parallèlement l'architecture juridique actuelle de la libéralisation du marché de l'énergie. Ces textes imposaient à toute entreprise dépassant 50 employés et/ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10 M EUR de s'approvisionner auprès d'un fournisseur sur le marché libéralisé. La Cour a relevé que les incohérences entre les dispositions légales (Loi n° 05/L-084), les lignes directrices et la Directive 2009/72/CE avaient créé une situation de grande confusion pour les entreprises, en violation des principes de sécurité juridique, de prévisibilité de la loi et d'égalité de traitement. Elle a relevé que la catégorisation des consommateurs retenue par les actes réglementaires ne reposait sur aucune définition juridique ou économique cohérente, rendant imprévisible – et donc arbitraire – la détermination des entreprises tenues de migrer vers le marché libre.

Hausse des remises de 3,5 % entre janvier et septembre

Au Kosovo, [les transferts de fonds](#) envoyés depuis l'étranger ont progressé de 3,5 % au cours de la période janvier-septembre 2025, pour

atteindre environ 1,05 Md EUR, contre 1,01 Md EUR sur la même période en 2024. Malgré en hausse en valeur absolue, le poids des transferts étrangers dans l'économie reste stable : ils représentent environ 10 % du PIB en 2024 et en 2025.

Macédoine du Nord

Investissements de Kostal à Ohrid

L'équipementier automobile allemand Kostal va lancer en 2026 un [nouveau cycle d'investissements](#) de 30 M EUR dans son site d'Ohrid, qui devrait entraîner la création de 200 emplois supplémentaires. L'entreprise, qui emploie déjà près de 1 200 salariés dans le pays, entend faire de cette usine l'un des trois premiers exportateurs nationaux d'ici 2027, avec un chiffre d'affaires et des exportations dépassant 300 M EUR.

Signature d'un Accord d'Accueil entre la BEI et la Macédoine du Nord

La BEI a annoncé la [signature d'un accord](#) en faveur de l'ouverture prochaine d'un bureau de représentation à Skopje. Cette implantation – signal fort de l'intégration progressive du pays dans l'espace financier et économique européen – lui permettra d'être un plus près des autorités nationales, des collectivités et du secteur privé, et d'**accélérer les projets d'investissement** et de coopération technique et financière. La BEI a investi 1,6 Md EUR en Macédoine du Nord depuis ses débuts dans ce pays, contribuant à la modernisation des infrastructures, à l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, au renforcement de l'énergie et au soutien des entreprises locales.

Monténégro

Approbation de la loi de finances 2026 par le gouvernement

Le 19 novembre, le gouvernement a approuvé la [loi de finances 2026](#). Les recettes totales s'élèvent à 3 084,45 M EUR (36 % du PIB anticipé), dont 2 Mds EUR en provenance des impôts, 750 M EUR des cotisations sociales et les autres revenus s'élèvent à 334,45 M EUR. Les dépenses totales s'établissent à 3,79 Mds EUR, dont 305 M EUR (8 % des dépenses) pour les investissements publics (routes, santé, éducation, numérique, écologie). Le déficit budgétaire prévu s'élève à 278 M EUR soit 3,2 % du PIB. L'État prévoit des emprunts jusqu'à 2 Mds EUR pour les investissements, notamment pour un centre médical (312 M EUR), le secteur ferroviaire (231 M EUR), l'achat d'avions (100 M EUR) et des remboursements de dettes arrivant à échéance en 2026 (383,6 M EUR).

Quatre offres pour la construction du 2^{ème} tronçon de l'autoroute Bar-Boljare

Les représentants de la société Monteput, gestionnaire des infrastructures routières, ont déclaré avoir reçu quatre offres pour la construction du deuxième tronçon Matešev–Andrijević d'une longueur de 50 km de l'autoroute Bar-Boljare. Les soumissionnaires retenus sont trois consortia chinois, China Communications Construction Company (CCCC), Shandong Foreign Economic & Technical Cooperation avec le Shandong Luqiao Group, Powerchina-Stecol et un consortium turco-azerbaïdjanais, Cengiz-Azvirt, actif dans la région depuis plus de dix ans via ses filiales. Les coûts du projet sont estimés à 600 M EUR et il sera financé sur le budget national (200 M EUR), par un prêt de la BERD (200 M EUR) et soutenu par l'UE avec une subvention de 150 M EUR dans le cadre du CBO. Les travaux devraient débuter fin 2025 pour une durée de cinq ans.

Publication de la liste des offres pour la concession des aéroports

Le 12 novembre, la commission d'évaluation des offres pour la concession des aéroports de Podgorica et Tivat a publié le [classement des offres](#), la société coréenne « Incheon International Airport » (IIAC) avec 96,18 points et « Corporation America » (CAAP) avec 65,15 points. Le délai de recours prévu est de 15 jours à partir de la publication du classement.

Serbie

Publication de la Stratégie budgétaire révisée 2026-2028

Le gouvernement a publié une version révisée de sa [stratégie budgétaire](#) pour la période 2026-2028. Les projections de croissance ont été revues à la baisse à 2,3 % en 2025 (contre 3 % prévu en juin), 3 % en 2026, 5 % en 2027 et 3,5 % en 2028. Le déficit pour 2026 et 2027 devrait se maintenir à 3 % comme en 2025, avant de se réduire à 2,5 % en 2028. Les dépenses publiques devraient rester globalement stables entre 40 et 41 % du PIB avec des investissements représentant 6,7 %, 6,4 % puis 6,1 % du PIB sur les trois années couvertes par la stratégie. Sur cette période, la dette publique devrait connaître une légère diminution à 44,1 % du PIB, contre 45 % cette année.

Le ministère de l'Energie annonce que Gazprom aurait trouvé un acheteur auquel céder ses parts dans NIS

D'après le [communiqué du ministère de l'Energie serbe du 19 novembre](#), les actionnaires russes ont accepté de vendre leur part de 56,15 % dans la société Industrie pétrolière de Serbie (NIS) à un investisseur d'un pays tiers. Les négociations sont en cours mais NIS a d'ores et déjà effectué une nouvelle demande de licence auprès du Trésor américain pour

reprendre ses opérations après que les sanctions sont entrées en vigueur le 9 octobre. Pour rappel, le 14 novembre, les Etats-Unis ont rejeté une demande similaire qui annonçait déjà des discussions avec un investisseur. Le ministère de l'Energie n'a pas confirmé l'identité de l'investisseur, plusieurs noms ont toutefois été évoqués dans la presse serbe notamment ceux de la compagnie pétrolière hongroise MOL et la compagnie émirienne ADNOC.